

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante et unième session

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 13 de l'ordre du jour:	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>fin</i>) .	131
Point 14 de l'ordre du jour:	
Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement	133

Président : M. T. BOUATTOURA (Algérie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Bulgarie, Chine, Japon, Koweït, Norvège, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/4177 et Add.1, E/4181 ; E/L.1128) (*fin*)

1. Le PRÉSIDENT invite l'observateur de l'Organisation des Etats américains à prendre la parole.

2. M. MIGONE (Organisation des Etats américains) précise qu'il parlera au nom du Secrétaire général de l'OEA. Voulant faire ressortir l'importance des accords interaméricains destinés à modifier la Charte de l'Organisation des Etats américains, signée à Bogota en 1948, il rappelle que les origines de cette organisation, qui groupe les Etats-Unis d'Amérique et les vingt républiques d'Amérique latine, remontent à 1890 et que, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, elle a beaucoup contribué au progrès du droit international. Sa structure a été considérablement modifiée en 1948, par la Charte de Bogota, dont l'article premier en fait un organisme régional dans le cadre des Nations Unies et dont quatre articles sont consacrés aux questions économiques et sociales. L'OEA a ensuite passé des accords avec

d'autres organisations internationales, et notamment avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Il ne faut pas oublier que les organisations régionales comme l'OEA accomplissent un travail d'adaptation indispensable et assurent la liaison entre les organisations mondiales et les pays de la région qu'elles représentent.

3. La deuxième Conférence spéciale interaméricaine, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en novembre 1965, a adopté une résolution visant à améliorer et à développer la coordination de la coopération, non seulement à l'intérieur du système interaméricain, mais aussi avec les autres organisations internationales et régionales. C'est là un souci qui rejoint celui du Conseil économique et social des Nations Unies. Il importe, de même, d'harmoniser les activités bilatérales et multilatérales, régionales et mondiales, y compris celles des secteurs privés. Parallèlement à la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'OEA a lancé en 1958 le plan connu sous le nom d'Opération pan-américaine, elle a créé en 1959 la Banque interaméricaine de développement (BID), conclu en 1950 l'Acte de Bogota et en 1961 la Charte de Punta del Este, fondée sur un programme d'action — l'Alliance pour le progrès. Le Conseil économique et social interaméricain s'est vu élever au niveau ministériel, mission a été donnée à un groupe d'experts de formuler des avis en matière économique et sociale, et une Commission interaméricaine de l'Alliance pour le progrès (CIAP) a été instituée. La CIAP et la BID revêtent une importance particulière. La création de la CIAP vise à donner à l'Alliance pour le progrès un caractère vraiment multilatéral. Composée de sept membres, dont un représente les Etats-Unis d'Amérique, elle est chargée, sur la base d'études relatives à la situation économique de chaque pays, de stimuler et de diriger l'élaboration et l'exécution de plans de développement réalistes et de programmes pratiques. Elle encourage de plus en plus l'autodiscipline économique et financière des pays bénéficiaires. A ses réunions assistent des représentants de la BIRD, de la BID et du FMI notamment, ainsi que des observateurs de certains pays européens. La CIAP coopère aussi avec l'Association latino-américaine de libre échange et le marché commun de l'Amérique centrale. Elle choisit les projets d'investissements et s'occupe d'intégrer les activités du secteur privé dans les programmes généraux de développement. Elle analyse actuellement en détail les obstacles qui entravent les investissements privés étrangers en Amérique latine.

4. En six ans d'existence, la BID a mis à son actif d'importantes réalisations. Son capital initial, fourni par les Etats membres, était de 850 millions de dollars, plus un Fonds du progrès social auquel les Etats-Unis ont

versé 394 millions de dollars. Ses ressources ont grandi depuis et comportent des apports d'Etats non membres. Au 30 avril 1966, le total des prêts consentis s'élevait à 1 527 millions de dollars, concernant 326 projets de développement, soit 32 % des projets de la région au cours des cinq dernières années. L'action de la BIRD en Amérique latine est également remarquable. Passant aux principaux secteurs sur lesquels ont porté les projets financés par la BID en 1965, M. Migone souligne que cette dernière, comme l'a dit son Président, est la banque d'intégration de l'Amérique latine. Afin de réaliser son objectif, elle a créé un fonds de préinvestissement pour l'étude de projets multilatéraux. La BID a obtenu la coopération financière de pays développés non membres, en émettant des bons en Europe. En collaboration avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, elle a procédé à une enquête sur les possibilités d'accès au marché européen des capitaux, et elle a conclu avec le Gouvernement espagnol un accord relatif aux exportations espagnoles vers l'Amérique latine résultant de prêts de la BID. Elle en a signé un autre avec les Pays-Bas et en négocie un avec le Royaume-Uni.

5. Il est certain que l'industrialisation est une condition indispensable du développement ; aussi la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel suscite-t-elle de grands espoirs. L'industrialisation exige des marchés assez vastes, sur le plan national si possible ou du moins régional, pour permettre l'accès progressif aux marchés des pays développés. Il s'agit là d'un processus nécessairement long, exigeant souvent de gros investissements. En même temps, il convient d'envisager le développement rural, qui permettra d'élever le niveau quantitatif et qualitatif de l'alimentation. La diversification de la production agricole ouvrira de nouveaux secteurs permettant d'absorber plus de main-d'œuvre. La réforme agraire assurera une plus juste répartition des terres. Ainsi, l'Amérique latine sera mise en mesure de contribuer plus efficacement à la réduction de son propre déficit alimentaire et de celui des autres régions du monde, ce qui améliorera la balance des paiements des pays exportateurs.

6. Passant aux changements à apporter aux directives en matière économique et sociale contenues dans la Charte de l'OEA, M. Migone rappelle que la Charte d'Alta Gracia a exercé une influence pratique sur les conclusions de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. On a jugé qu'une aide multilatérale extérieure suffisante, souple et adaptée, et des efforts intérieurs accrus et plus rationnels, étaient les bases non seulement du développement mais aussi de la coopération internationale. Les gouvernements latino-américains et l'opinion publique ont estimé que ces principes devaient être inscrits dans la Charte de l'OEA. En novembre 1965, la Conférence de Rio de Janeiro a jeté les bases des normes nouvelles que réclament les relations économiques et sociales des pays membres de l'Organisation, et une commission spéciale s'est réunie à Panama en mars 1966 pour préparer un avant-projet. Celui-ci a été transmis aux gouvernements, et la neuvième Conférence des ministres

des affaires étrangères adoptera les textes définitifs en attendant leur ratification législative. Il a fallu harmoniser les points de vue des Etats-Unis et des pays moins développés de la région. C'est le Conseil économique et social interaméricain, réuni à Washington, qui a été chargé de cette tâche et qui l'a accomplie. Au lieu de quatre articles sur les questions économiques et sociales, la Charte de l'OEA en comprendra seize, la plupart très étendus. Ces textes reconnaissent un lien direct entre la paix et la sécurité du système interaméricain, d'une part, son développement économique et social d'autre part. Chacun des Etats membres s'engage à mobiliser ses ressources nationales, humaines et matérielles, au moyen d'une programmation adéquate. Les nouvelles dispositions seront appliquées sous réserve des ressources disponibles et des lois nationales. Pour permettre un développement équilibré et continu, les ressources fournies à chaque Etat membre doivent l'être à des conditions souples et doivent appuyer les programmes et efforts nationaux, notamment lorsqu'il s'agit des pays peu développés. Les Etats membres sont tenus d'éviter toute politique, action ou mesure préjudiciables au développement économique et social d'un autre Etat membre. En matière de commerce extérieur, les résultats ne manqueront pas d'être significatifs. Les Etats membres devront s'efforcer d'obtenir des pays importateurs la réduction ou la suppression des barrières douanières ou autres affectant les exportations des Etats membres ; ils devront chercher à diversifier leur économie, à accélérer le développement des pays peu développés et à activer le processus d'intégration économique. Pour le commerce des produits de base, il est prévu des procédures pour éviter toute perturbation des marchés, ainsi que des mesures visant à favoriser les marchés en expansion, à procurer des recettes assurées aux producteurs, des approvisionnements suffisants aux consommateurs, des prix stables et rémunérateurs pour le producteur et équitables pour le consommateur.

7. Sur le plan financier, des mesures sont prévues pour réduire les fluctuations des recettes d'exportation des produits de base, ainsi qu'une diversification des exportations et l'expansion des possibilités d'exportation des articles manufacturés et semi-manufacturés des pays en voie de développement. Point important, les pays développés n'attendent pas de concessions réciproques de la part des pays moins développés.

8. Quant à l'intégration des pays en voie de développement du continent, elle est reconnue comme l'un des objectifs de l'OEA, et l'on prévoit l'amélioration et la coordination des transports et communications entre les divers pays, l'établissement d'un marché commun latino-américain, l'octroi d'une priorité aux projets multinationaux et à leur financement, et une coopération économique et financière afin de parvenir à un développement harmonieux, équilibré et efficace. Les institutions économiques et financières de l'Organisation seront développées.

9. En matière sociale, les nouveaux textes, qui traitent de tous les aspects intéressant l'homme en tant que tel, reconnaissent en particulier la nécessité d'harmoniser la législation sociale de tous les pays en

voie de développement, en matière de travail et de sécurité sociale notamment.

10. Les objectifs économiques et sociaux et les problèmes essentiels auxquels ils se rapportent ne figurent pas dans une simple déclaration d'aspirations, mais feront l'objet d'accords concrets qui seront incorporés dans la Charte de l'OEA et que ratifieront les parlements des divers Etats membres. La réunion du Conseil économique et social interaméricain s'est donc terminée dans un climat de satisfaction générale et d'optimisme, avec l'espoir que le nouvel instrument de l'OEA renforcera la coopération interaméricaine, conformément aux recommandations du Conseil économique et social des Nations Unies.

11. M. MURGESCO (Roumanie) rappelle qu'à la séance précédente il a fait remarquer que la Commission économique pour l'Europe a réussi à étendre et à diversifier la coopération entre tous les pays européens. Il convient d'élargir les possibilités que possède cette Commission de mettre en œuvre les objectifs des Nations Unies dans le domaine économique et social.

12. Il signale à l'attention du Conseil la résolution 3 (XXI) de la CEE et le projet de résolution commun de la Grèce, la France, la Roumanie et la Tchécoslovaquie tendant à renforcer la coopération économique entre les pays membres de la CEE (E/L.1128). Il espère que ce projet de résolution recueillera l'unanimité.

13. Le PRÉSIDENT propose, en l'absence d'opposition, de considérer ce projet de résolution comme adopté à l'unanimité.

Il en est ainsi décidé.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (E/4150, E/4219)

14. M. FRANZI (Président du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement), présentant les rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses première et deuxième sessions (E/4150 et E/4219), qui exposent les activités du PNUD et de son Conseil d'administration, dit qu'il insistera surtout sur les aspects de ces activités que les deux documents mettent moins en évidence.

15. Etant l'organe des Nations Unies auquel est imputable la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, le Conseil économique et social sait que, si cette fusion a eu pour but d'adapter l'assistance technique à des exigences nouvelles récemment apparues, et auxquelles il aurait été difficile de faire face dans le cadre structurel existant, l'identité des deux programmes n'en a pas moins été maintenue au sein du PNUD.

16. Ce qui caractérise le PNUD, c'est tout d'abord que la distinction entre pays fournisseurs et pays bénéficiaires d'une assistance est atténuée par le fait que les pays bénéficiaires se trouvent en majorité au Conseil d'administration ; c'est aussi que les contributions des

Etats Membres au financement des projets d'assistance sont assorties de contributions de contrepartie des pays bénéficiaires, correspondant à environ 60 % du coût global du programme ; cela est important, car le succès du PNUD dépend en grande partie de l'effort que les pays bénéficiaires voudront et pourront faire pour favoriser leur développement économique.

17. L'activité du Conseil d'administration du PNUD a montré que l'augmentation du nombre des membres, par rapport à celui du Conseil d'administration du Fonds spécial et du Comité de l'assistance technique, n'a nullement ralenti le rythme du travail ; la participation aux travaux, tant des membres que des représentants de pays qui avaient été membres du Conseil d'administration du Fonds spécial et du Comité de l'assistance technique, a révélé que l'on portait un intérêt plus vif aux questions examinées. Le fait que, jusqu'à présent, le Conseil d'administration a pris ses décisions par assentiment général, c'est-à-dire sans avoir recours à des votes, renforce encore les liens de solidarité et de collaboration entre tous les Etats membres.

18. On a constaté une tendance à appliquer au secteur assistance technique les procédures de programmation, de présentation et d'approbation des projets déjà appliquées au secteur Fonds spécial, ce qui favorisera une fusion plus intime des deux programmes.

19. D'autre part, le Conseil d'administration a accordé encore plus d'attention aux innovations et aux transformations à apporter au système qu'aux projets de préinvestissement soumis à son approbation. Ces innovations et transformations visent en général à accroître le pouvoir d'intervention du Conseil d'administration en ce qui concerne le choix des projets, leur examen et leur exécution.

20. La présentation de projets d'usines pilotes a été envisagée avec faveur par le Conseil d'administration, qui a donné son plein accord pour une extension de l'activité du PNUD au secteur des investissements, tout en reconnaissant l'impossibilité d'une assistance financière de la part du Programme tant que les fonds dont il dispose ne seront pas sensiblement augmentés.

21. La question de la transformation du Fonds spécial en un fonds d'équipement restera à l'ordre du jour des prochaines sessions du Conseil d'administration.

22. Il faut aussi signaler que le Conseil d'administration a demandé à la direction du PNUD de présenter un rapport sur les activités d'assistance technique des institutions spécialisées, financées sur leur budget. Il n'est pas impossible que le Conseil d'administration du PNUD adresse à l'avenir des recommandations, sinon des directives, aux institutions spécialisées et devienne ainsi l'organe directeur central de toutes les activités d'assistance technique des institutions des Nations Unies.

23. Les travaux des deux premières sessions du Conseil d'administration du PNUD ont montré que celui-ci est résolu à s'engager sur la voie des innovations et des réformes, pour que la fusion prenne toute son efficacité, mais qu'il est aussi résolu, à cet effet, à agir prudemment et progressivement.

24. M. HEURTEMATTE (Directeur associé du Programme des Nations Unies pour le développement) parlera surtout du secteur Fonds spécial, car, ne pouvant interrompre le cours de la procédure biennale de programmation du Programme élargi, le Conseil d'administration du PNUD a concentré jusqu'ici son attention sur les projets hérités du Fonds spécial et a décidé de se réunir en session spéciale en novembre 1966 pour approuver le programme d'assistance technique.

25. Les deux programmes se poursuivent donc parallèlement. Leur fusion complète ne sera pas réalisée avant 1969, ce qui laisse au Conseil d'administration du PNUD le temps voulu pour étudier l'uniformisation des méthodes de programmation dans les deux secteurs et comparer les dispositions financières qui les régissent.

26. A tous autres égards, la fusion est d'ores et déjà une réalité vivante qui se traduit dans des institutions communes : un organe délibérant — le Conseil d'administration — qui a pris en mains la gestion des deux programmes ; un Bureau consultatif interorganisations, qui comprend les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, y compris la BIRD et le FMI, et constitue un organe de coordination et d'orientation au niveau le plus élevé ; enfin un Directeur et un secrétariat. Les avantages de cette centralisation se sont déjà fait sentir, notamment par l'amélioration du statut des représentants résidents.

27. Soulignant le rôle du PNUD dans le cadre mondial du développement, M. Heurtematte indique tout d'abord qu'il a contribué à confirmer la valeur du principe du préinvestissement, défini par le Secrétaire général en 1962, comme facteur essentiel du développement. Dans ce domaine, les activités au titre du Fonds spécial se présentent comme suit : un total de 659 projets de préinvestissement, intéressant 137 pays et territoires et d'un coût supérieur à 1 565 millions de dollars, dont 644,5 millions seulement fournis par les Nations Unies et le reste par les pays bénéficiaires. Sur ce nombre, 282 projets concernent l'évaluation des ressources et des études de viabilité, 243 la formation professionnelle et 132 la recherche scientifique appliquée. Le nombre des projets en cours d'exécution au 30 avril 1966 s'élevait à 380 ; celui des experts en service à la fin de 1965 à 2 503, dont 488 venant de pays en voie de développement ; les effectifs du personnel de contrepartie se montaient à 28 000 personnes, tandis que le nombre de bourses octroyées pour la formation de ce personnel avait aussi augmenté.

28. Environ 70 projets sont maintenant achevés ; 27 d'entre eux, ayant coûté 25 millions de dollars, ont permis de mobiliser plus de 1 200 millions de dollars de capitaux — dont 373 millions provenant de sources nationales et 844 de l'extérieur — qui ont été investis dans des secteurs critiques. Mais le PNUD a eu encore d'autres effets heureux, plus difficiles à évaluer, comme par exemple la diffusion des découvertes scientifiques et techniques modernes et la formation continue de personnel dans les divers secteurs du développement. A la fin de 1965, 107 500 personnes avaient fait des études spécialisées à plein temps dans des établissements aidés par le Fonds spécial et les institutions

spécialisées, et ce chiffre ne comprenait pas les boursiers au titre du Programme élargi.

29. Bien entendu, le mérite de ces réalisations revient avant tout aux gouvernements bénéficiaires, dont les Nations Unies se sont bornées à appuyer les efforts et les initiatives. Il revient aussi aux agents chargés de l'exécution des projets, les institutions spécialisées, dont on ne peut qu'apprécier la somme d'expérience et les grands efforts qu'elles déploient pour s'acquitter de nouvelles responsabilités.

30. Le volume croissant des demandes d'assistance (actuellement, 318 sont officiellement présentées ou sur le point de l'être, et il faut ajouter celles qui sont en préparation et les projets de « seconde phase ») confirme la valeur des activités de préinvestissement, mais il ne semble pas que le volume des ressources mises à la disposition du PNUD lui permettra de faire face à ses nouvelles obligations. Même si l'objectif de 200 millions de dollars fixé par l'Assemblée générale pour les contributions en 1967 est atteint, ce chiffre sera encore insuffisant. La situation est aggravée du fait que la marge de disponibilités a maintenant été pratiquement épuisée pour le financement des programmes existants. Si l'on n'enregistre pas une forte augmentation des contributions au cours des prochaines années, le Conseil d'administration du PNUD se verra dans l'obligation de restreindre le champ de ses activités à un moment particulièrement crucial, et peut-être même faudra-t-il réformer la structure du secteur Fonds spécial en définissant des normes qualitatives pour l'approbation des projets.

31. Cette insuffisance de ressources se conjugue avec une pénurie croissante de capitaux pour le développement. Cette situation a conduit la direction du PNUD à resserrer les liens avec la BIRD, elle-même agent d'exécution de nombreux projets, qui a aussi accepté de collaborer avec les autres institutions spécialisées. Le PNUD s'est également assuré la collaboration de la Banque interaméricaine de développement et recherche celle d'autres organismes financiers. Le Conseil d'administration n'a pas pris de décision, à sa dernière session, sur la transformation progressive du Fonds spécial des Nations Unies et l'extension des activités à l'investissement proprement dit, mais tout semble indiquer qu'il approuve les principes de la recommandation contenue dans l'annexe A.IV.8 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement¹. Comme le Président de la BIRD l'a déclaré récemment, si l'on s'accorde en général à reconnaître la nécessité de mobiliser, dans les pays industrialisés, un volume accru de capitaux, pour faire face aux besoins croissants des pays en voie de développement, il semble que la volonté politique de prendre les mesures nécessaires fasse défaut. Cette pénurie de capitaux a conduit le PNUD et la BIRD à unir leurs efforts pour accorder la priorité aux projets de développement qui offrent le plus de chances d'attirer des capitaux. Le Président de la BIRD prévoit lui aussi une certaine modification des structures actuelles et l'introduction d'un élément de

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente : 64.II.B.11.

choix dans la préparation et l'approbation des programmes.

32. Le financement du développement est le thème principal de la présente session du Conseil économique et social, comme le Secrétaire général et le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales l'ont souligné tour à tour (1421^e et 1431^e séances). Par ses activités de préinvestissement, le PNUD se trouve à l'avant-garde des efforts multilatéraux dans ce domaine. Au sein des Nations Unies, il est l'expression même de la coopération internationale en vue d'accélérer le développement, dont le représentant du Royaume-Uni (1422^e séance) a souligné le caractère irréversible et dont le Pape Paul VI a si bien défini les objectifs dans son message au Conseil d'administration du PNUD (voir E/4219, par. 4). Le programme des Nations Unies pour le développement est un instrument très utile de solidarité internationale, pour le plus grand bien de tous, petits et grands, riches et pauvres. Ainsi se crée entre les peuples une confraternité qui est une condition de la paix mondiale.

33. M. VARELA (Panama) regrette que les documents de travail et les comptes rendus analytiques des séances ne soient pas toujours publiés en langue espagnole dans les délais voulus. Il lui est quelquefois difficile de bien saisir les vues exprimées par les autres délégations sur les critères qui doivent inspirer les Nations Unies dans leurs activités visant à assurer le progrès matériel, intellectuel et spirituel des pays moins favorisés, et dont le Pape Paul VI a si bien défini les objectifs dans son admirable message au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement. Le PNUD est l'une des entreprises les plus importantes des Nations Unies pour le progrès économique et social si attendu par la plus grande partie de l'humanité.

34. Les rapports du Conseil d'administration du PNUD témoignent de son dynamisme et laissent entrevoir les avantages qui résulteront de l'intégration complète des deux éléments du programme, en particulier dans le domaine du préinvestissement, grâce à un meilleur usage des ressources humaines et financières. Le Directeur du PNUD a lui-même souligné les inconvénients dus au manque de complémentarité des programmes des deux secteurs. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, il a déploré que les projets semblent orientés vers la formation de spécialistes plutôt que de vulgarisateurs, alors que ceux-ci sont indispensables pour la rationalisation et la modernisation de l'agriculture. M. Varela se félicite du rôle important attribué, dans le processus du développement, aux institutions publiques ou privées dont l'expérience est si précieuse.

35. La délégation du Panama partage les inquiétudes manifestées par le Conseil d'administration quant à l'objectif de 200 millions de dollars de contributions fixé pour 1967. La situation financière décrite est décourageante. Un concours accru des pays industrialisés est nécessaire pour que les pays en voie de développement puissent poursuivre leurs efforts. La structure rigide des apports financiers extérieurs limite les possibilités de croissance de ces pays et rend impéra-

tive une politique cohérente de coopération économique internationale.

36. M. Varela s'associe au vœu formulé par de nombreux membres du Conseil d'administration de voir se resserrer la coopération entre les représentants résidents, les institutions des Nations Unies et les responsables des programmes dans les pays bénéficiaires. Les représentants résidents doivent jouer un rôle de consultation et d'orientation à un échelon élevé et se montrer de véritables administrateurs. L'intégration doit, en effet, se faire sentir à tous les niveaux, jusqu'à celui de l'exécution sur le terrain.

37. Il y aurait lieu de mieux informer le public sur les projets de préinvestissement qui sont exécutés afin d'attirer davantage de capitaux, tant nationaux qu'extérieurs, et de favoriser la formation de capital.

38. La délégation du Panama partage la confiance mise par le Directeur du PNUD dans l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Grâce à la coopération des pays industrialisés, cette organisation devrait donner une impulsion nouvelle au progrès de l'industrie dans les pays en voie de développement.

39. Enfin, la délégation du Panama exprime sa reconnaissance pour les projets exécutés dans son pays avec la collaboration du PNUD, qui créent la base d'efforts futurs en vue du développement, dans le cadre d'un programme national équilibré. Elle est convaincue que cette coopération s'intensifiera et permettra de répondre aux besoins urgents du pays.

40. M. VIAUD (France) dit que l'examen des rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses deux premières sessions donne au Conseil économique et social l'occasion d'apprécier le rôle joué par les activités d'assistance technique des Nations Unies dans les politiques de développement qu'il s'efforce de définir, en vue d'adresser, le cas échéant, des directives à l'administration du PNUD ; cet examen lui permet aussi d'exercer ses fonctions de coordination, puisque de son côté, en répartissant les travaux entre la plupart des institutions qui font partie du système des Nations Unies, le PNUD fait indirectement œuvre de coordination.

41. Le Conseil pourrait ainsi être amené à aborder le fond même des problèmes traités par le PNUD, mais M. Viaud s'en gardera parce qu'il n'appartient pas au Conseil d'entrer dans les détails de l'activité du PNUD, et aussi parce que celui-ci ne peut fonctionner convenablement que si le Conseil lui accorde une certaine confiance.

42. La délégation française reconnaît le rôle utile joué par le PNUD et approuve en général l'action du Directeur et de ses services, telle qu'elle a été exposée par le Directeur associé, dont M. Viaud se plaît à louer l'action personnelle au sein de la direction du PNUD. Le rôle que le Conseil d'administration du PNUD peut et doit jouer dans l'ensemble des activités du PNUD ne peut être que le fruit d'une coopération constante entre la direction du PNUD et les gouvernements représentés au Conseil d'administration, lequel, tout en accordant la confiance la plus large au Directeur du PNUD, ne

devrait cependant pas se dessaisir de certaines responsabilités qui lui ont été confiées par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

43. Pour ce qui est des ressources disponibles pour le financement des activités du PNUD, il est certes normal que le Conseil d'administration se préoccupe d'une insuffisance éventuelle des ressources mises à la disposition du Programme, afin d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur une évolution qu'il jugerait défavorable, de sorte que de plus hautes instances des Nations Unies puissent adresser aux Etats Membres les appels et recommandations qui paraîtraient justifiés. En revanche, lorsqu'il s'agit, pour la direction du PNUD, d'élaborer le programme qui sera l'armature des activités des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique et du préinvestissement, la tâche de la direction du PNUD est de définir le rythme de ces activités en comptant uniquement sur les ressources dont elle est assurée. Toute initiative, si bien intentionnée soit-elle, qui la conduirait à imprimer aux activités du PNUD un rythme plus rapide que ne le permet l'augmentation des ressources ne pourrait engendrer qu'une situation fâcheuse qu'il convient d'éviter. Ces deux ordres de préoccupations à savoir, d'une part, celles de l'Assemblée générale et du Conseil, c'est-à-dire celles des gouvernements et, d'autre part, celles de la direction du PNUD, qui doivent être des préoccupations de bonne gestion, se situent sur des plans différents qui ne doivent pas être confondus.

44. Pour ce qui est de l'exercice, par le Conseil, de ses fonctions de coordination, M. Viaud note que la coordination se fait, au sein du Programme, essentiellement par le choix des agents d'exécution des projets. C'est par cette décision que le PNUD peut jouer un rôle important en coordonnant les activités d'assistance technique des institutions spécialisées. Cet aspect des activités a été ou va être influencé par des événements qui sont survenus ou sont sur le point de survenir, et qui concernent la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial, l'industrialisation, l'élaboration d'un nouveau programme portant sur les ressources naturelles, et enfin la création du secrétariat permanent de l'UNCTAD.

45. En ce qui concerne la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial, on en est à la phase d'élaboration des réformes. La première manifestation de la fusion, décidée il y a huit mois par l'Assemblée générale, est la présentation d'un rapport unique sur les activités des deux organismes. Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des réformes, et le représentant de la France souhaite qu'à la prochaine session du Conseil d'administration, le Directeur du PNUD suggère des mesures concrètes sur la façon de mieux articuler les activités du Programme élargi et celles du Fonds spécial, puisque ces deux éléments du PNUD vont exister parallèlement pendant encore deux ans. Il faudrait multiplier les points de contact, par exemple en faisant du Programme élargi le précurseur d'activités plus importantes en matière de préinvestissement, en le chargeant d'aider les pays en voie de développement à élaborer les demandes qu'ils présentent au Fonds

spécial et en lui demandant d'aider ces pays à identifier les secteurs pour lesquels ils pourraient adresser des demandes d'assistance aux institutions spécialisées. Enfin, il existe certaines activités, par exemple dans le domaine de l'industrialisation ou des ressources naturelles, qui exigent des études préalables effectuées par un ou deux experts; on pourrait en charger le Programme élargi et réserver au Fonds spécial les études portant sur des projets à objectifs multiples qui exigent un travail d'équipe.

46. En ce qui concerne l'industrialisation, la création de l'Organisation pour le développement industriel a pour effet de faire ressortir la nécessité d'accorder, au sein des Nations Unies, une aide plus large à l'industrialisation des pays en voie de développement. Le PNUD peut jouer à cet égard un rôle important quoique limité, ses statuts prévoyant que des projets dans ce domaine ne peuvent être financés qu'à la demande des pays en voie de développement. Le PNUD ferait œuvre utile, du point de vue de la future Organisation, en procédant pour l'avenir à une évaluation des demandes probables des pays en voie de développement concernant des projets d'ordre industriel, ainsi qu'à une approximation de la part des ressources du Programme qui pourra être utilisée dans ce domaine. Ce qui précède s'applique également au domaine des ressources naturelles.

47. La création de l'UNCTAD et l'installation de son secrétariat permanent ont mis en lumière la nécessité de procéder à des études ayant notamment pour but d'aider les pays en voie de développement à établir des prévisions d'exportation et à effectuer des études de marché afin d'orienter leur production en conséquence. Il semble que l'on n'ait pas accordé suffisamment d'importance aux études de marché, pourtant indispensables si l'on veut assurer la rentabilité des projets et attirer les investissements, de sources nationale ou internationale et de caractère public ou privé. L'existence d'un secrétariat de l'UNCTAD de plus en plus étoffé devrait permettre aux pays en voie de développement de présenter, s'ils le jugent nécessaire, des demandes plus nombreuses visant l'étude de certains problèmes commerciaux, et au PNUD d'accueillir plus facilement ces demandes, étant assuré de disposer, dans le secrétariat de l'UNCTAD, de l'agent d'exécution le plus qualifié pour des projets de ce genre.

48. Le fait que le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU a été examiné par le Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session constitue une innovation en matière de procédure. A ce sujet, le Conseil d'administration a présenté un projet de résolution (E/4219, annexe III) sur lequel la délégation française n'a pas d'objection à formuler. Elle souhaite que cette nouvelle procédure soit examinée de plus près, de sorte que, par la suite, le Conseil puisse lier l'examen du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU à celui des programmes et activités des Nations Unies en général dans les domaines économique et social. Ce vœu ne signifie nullement que la délégation française abandonne son opposition de principe, qu'elle rappellera au moment du vote, à l'égard du financement de l'assistance technique par le budget ordinaire.

49. M. MACDONALD (Canada) dit que le Canada, étant membre du Conseil d'administration du PNUD, peut témoigner des efforts déployés pendant cette période de transition, tant par le Conseil d'administration que par la direction du PNUD, en vue de parvenir à un programme pleinement intégré permettant de tirer le meilleur parti possible des avantages offerts par la fusion.

50. Après une première session où l'on a pu constater quelques flottements dans les méthodes de travail, la deuxième session du Conseil d'administration a été plus fructueuse, et les échanges de vues officiels, empreints de franchise, se sont révélés plus particulièrement féconds. La délégation canadienne espère que l'on procédera de la même façon pour les sessions à venir.

51. Les moyens d'assurer la mise en œuvre rapide des projets restent, bien entendu, la préoccupation majeure d'un grand nombre de pays. A cet égard, de nombreux représentants ont instamment demandé que le rôle de coordination des représentants résidents soit renforcé. On a cité des exemples de cas où les fonctionnaires des institutions spécialisées n'ont pas toujours pris en considération le rôle des représentants résidents. On a également mentionné les conclusions des équipes d'évaluation de l'assistance technique envoyée récemment en Thaïlande, au Chili et en Tunisie, d'où il ressort qu'il est indispensable de renforcer le rôle des représentants résidents, et il faut se féliciter que des efforts aient été entrepris dans ce sens.

52. Le Canada attend avec intérêt le résultat d'activités entreprises conjointement par le PNUD et la nouvelle Organisation pour le développement industriel, lesquelles devraient, de même que l'affectation d'experts industriels dans les pays, contribuer beaucoup à promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement. Le financement par le PNUD de projets pilotes et de démonstration devrait aussi aider à accélérer le rythme de l'industrialisation de ces pays. Le Conseil d'administration du PNUD a examiné un ensemble de principes qui régiront ces projets, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'activités qui pourraient encourager l'investissement dans divers secteurs industriels.

53. La délégation canadienne a été l'une de celles qui, tout en reconnaissant l'importance qu'il y a à accroître l'assistance en vue du développement industriel, a demandé que l'on maintienne un juste équilibre avec l'assistance au développement agricole. Etant donné les graves problèmes d'ordre alimentaire qui risquent de se poser bientôt au monde et qui ont été évoqués récemment devant le Conseil par le Directeur général de la FAO (1421^e séance) et le représentant des Etats-Unis (1422^e séance) elle est convaincue qu'il faut intensifier les efforts pour initier les agriculteurs aux méthodes modernes de production des denrées alimentaires. L'étude du PNUD sur ses activités de préinvestissement en matière d'établissements de formation a fait apparaître que la formation agricole avait été négligée, en particulier au niveau de l'agriculteur lui-même; il est donc satisfaisant que des mesures soient maintenant prises pour combler cette lacune.

54. Tous ces nouveaux efforts déployés dans divers domaines ne pourront être couronnés de succès que si l'on dispose des fonds nécessaires. Le Directeur du PNUD a déclaré que, jusqu'ici, aucun projet bien conçu de préinvestissement n'avait manqué d'être suivi d'investissements de capitaux. Il faut se féliciter des rapports de plus en plus fructueux qui s'établissent entre le PNUD et le groupe de la BIRD ainsi que les banques régionales de développement, toujours prêts à investir des capitaux dans des projets prometteurs, comme d'ailleurs les investisseurs privés. C'est le PNUD lui-même qui a besoin d'un soutien financier plus important. L'objectif actuel des contributions est de 200 millions de dollars par an, mais, en admettant même qu'il soit atteint en 1966, le nombre de projets que le PNUD pourrait entreprendre serait insuffisant par rapport aux besoins et aux demandes. Au cours de la Conférence des annonces de contributions qui aura lieu en novembre, le Canada fera tout son possible pour aider à atteindre l'objectif financier actuel et, ainsi, manifestera sa confiance au programme dynamique et hardi qu'est le PNUD.

La séance est levée à 13 h 5.